

Direction Inspection Contrôle Audit  
[REDACTED]

Dijon, le 18 DEC. 2024

Le directeur général de l'Agence régionale de santé  
à

Monsieur le président de l'association AMAPA  
32 avenue de la liberté  
57050 LE BAN-SAINT-MARTIN

**RAR N° 2C 182 993 1862 1**

**Objet : notification des mesures définitives suite au contrôle sur pièces réalisé au titre des articles L313-13 et suivants du code de l'action sociale et des familles – N° FINESS 71 097 449 4 – EHPAD LES IRIS – MONTCEAU LES MINES**

**PJ : tableau des mesures définitives**

A la suite du contrôle sur pièces de l'établissement visé en objet dont vous assurez la gestion, je vous ai adressé, par lettre du 23 octobre 2024, les mesures correctives envisagées ainsi que le rapport de la mission de contrôle afin de vous aider à restaurer au sein de votre établissement les conditions d'installation, d'organisation et de fonctionnement garantissant la qualité et la sécurité des prises en charge de vos résident(e)s.

Dans le cadre de la procédure contradictoire et en application des articles L121-1 et L122-1 du code des relations entre le public et l'administration, un délai de 15 jours vous a été accordé afin de pouvoir apporter des éléments de réponse aux 3 prescriptions et 2 recommandations envisagées et vos commentaires éventuels sur le rapport.

J'accuse réception de votre réponse en date du 18 novembre 2024, ainsi que des pièces jointes à cette dernière.

A la suite de l'analyse de ces éléments de réponse que vous avez portés à ma connaissance et conformément à ce que je vous annonçais dans ma lettre du 23 octobre 2024, je vous notifie les mesures définitives relatives aux prescriptions et recommandations. Elles sont rassemblées dans le tableau joint en annexe et classées par ordre de priorité.

J'appelle votre attention sur l'importance d'assurer la mise en œuvre et la prise en compte dans votre établissement de ces mesures. Ces dernières feront l'objet d'un suivi par mes services et plus particulièrement par [REDACTED]

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois :

- D'un recours gracieux à mon attention,
- D'un recours hiérarchique auprès de la Ministre de la santé et de l'accès aux soins,
- D'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

Le directeur général,



Copies à :

Monsieur le directeur  
EHPAD Les Iris  
39 rue de Dijon  
71300 MONTCEAU-LES-MINES

Monsieur le Président  
Conseil départemental de Saône-et-Loire  
Hôtel du département  
CS 70126  
71026 MÂCON CEDEX 9

**Tableau des mesures définitives**  
**Prescriptions**

Date de mise à jour : 04/12/2024  
Du mensuel :  
Affaire suivie par :

Nom établissement : ENPAC LES RUC  
Adresse : 34 RUE DE DUON  
Code postal : 71100

Commune : MONTCEAU LES MINES

Prescriptions									
N°		Libellé	Fondement juridique	Délai	Éléments de preuve à fournir	Référence rapport E/R	Levée (O/N) Abandonnée	Date de la levée	Observations
1		Mettre en œuvre une démarche active de recrutement d'un temps médical coordonnateur en conformité avec la capacité de l'établissement et disposant de la qualification requise.	Article D312-196 du CASP Article D312-197 du CASP Article D312-198-1 3° CASP	6 mois	Contrat de travail précisant le temps dédié à la coordination médicale  Preuve de la qualification requise Engagement du médecin coordonnateur de satisfaire à son obligation de formation en pérennité	13 14	N		La mission prend acte des prévisions apportées par le gestionnaire et des dispositions mises en œuvre pour pallier le manque de médecin coordonnateur au sein de l'établissement : - une solution de télémedecine et de coordination médicale à hauteur de la mission, - un médecin coordonnateur qui intègre les équipes soignantes  Néanmoins, la prescription n°1 est maintenue et notifiée, dans l'attente du recrutement d'un temps de médecin coordonnateur en conformité avec la capacité de l'établissement.
2		Renforcer l'organisation des soins afin de garantir des prestations individualisées et réalisées au sein de l'établissement par des équipes pluridisciplinaires qualifiées : - en évaluant à travers la maquette organisationnelle, le besoin en ressources humaines qualifiées en matière d'AS/IDE (ETP cibles) pour accompagner les résidents ; - en assurant un suivi de la maquette organisationnelle pour optimiser les ressources soignantes en lien avec l'ETP cible ; - en facilitant la relation du personnel soignant, en particulier le recours aux CDD (IDE) ; - en disposant d'un personnel qualifié, ayant une connaissance de la structure et des résidents ; - en s'assurant de la démission effective des diplômés par les personnels pour tout recrutement, y compris en CDD.	Article L311-3 du CASP Article L313-1 8° et 4 du CASP Article D312-198-2 du CASP Article L4311-2 3 4 du CSP	6 mois	Plan d'actions faisant apparaître les différents leviers actuels, les délais et les réalisations pour recruter les ETP manquants et stabiliser le personnel  Tableau des effectifs soins (DDC/IDE/AS/IDE) en poste au 01/03/2024 avec les colonnes suivantes : nom, nom de naissance, prénom, date de naissance, type de contrat (CDD/CDD), date de début de contrat, date de fin de contrat, motif de recours au CDD, motif de sortie, fonction occupée (DDC/IDE/AS/IDE), l'agent est-il qualifié pour l'exercice de ses missions (OUI/NON), dispose-t-il de la copie du diplôme (OUI/NON) : - copie des diplômes  Préciser les postes vacants au 01/03/2024 et transmettre les publications des offres d'emploi	12 15 16	Abandonnée		La mission prend note de la réponse apportée par le gestionnaire et de la transmission des éléments de preuve demandés (cf. plan d'action, tableau des effectifs complet, copie des diplômes). La mission relève : - le recrutement en CDD de 2 IDE (en 2022 et en 2023) - un retour matériel aux CDD.  La prescription n°2 est abandonnée.
3		Intégrer à la procédure interne de signalement un volet précisant la protection des salariés qui témoignent de mauvais traitements ou violations infligés à une personne accueillie ou relatif de tels agissements.	Article L313-24 du CASP	3 mois	Procédure interne de signalements revue	17	N		Le gestionnaire a transmis la charte d'incitation et de non sanction pour toute déclaration d'un événement indésirable, mise à jour en mai 2023. Sur ce document ne figurent pas les dispositions relatives à la protection des professionnels en matière de signalement de faits de maltraitance ou violence.  La prescription n°3 est maintenue et notifiée.

**Tableau des mesures définitives  
Recommandations**

Date de mise à jour  
des mesures : 04/12/2024  
Affaire suivie par :

Nom établissement : EHPAD LES IRIS  
Adresse : 34 RUE DE DIJON  
Code postal : 71300  
Commune : MONTCEAU LES MINES

Recommandations						
Nb	O	Libellé	Référentiel de bonnes pratiques	Référence rapport E/R	Levée O/N/ Abandonnée	Observations
1		Inscrire l'infirmier en charge des missions de coordination de l'équipe soignante à une formation spécifique d'encadrement et de management afin de l'outiller pour en assurer la régulation et la supervision.	BSPP : qualité de vie en EHPAD - volet 4 : l'accompagnement personnalisé de la santé du résident, HAS, 2012	R2	Abandonnée	La mission invite le gestionnaire à reporter la formation en management de l'IDE en charge des missions de coordination de l'équipe soignante à son retour de congé maternité.  La recommandation n°1 est abandonnée.
2		Organiser de manière efficiente la circulation optimale des décisions et informations significatives prises par la direction, auprès des personnels : anonymiser les comptes rendus des réunions d'encadrement et les déposer sur la plateforme Gsheet.	BSPP bientraitance : définition et repères pour la mise en œuvre, HAS, 2008	R1	Abandonnée	La mission prend note des précisions apportées par le gestionnaire (dépôt des comptes rendus des réunions d'encadrement anonymisés sur la plateforme).  La recommandation n°2 est abandonnée.